



Partenariat stratégique
avec Maraphones :
**WARI étale ses
tentacules !**

JDJ

Le Journal Du Jeudi - N°55- Du 23 mai au 30 mai 2019



Embourgeoisement
Fast-track de
Moustapha Fall
**Le "Che"
est mort !**



INSÉCURITÉ, MEURTRES, ACCIDENTS SUR LES ROUTES
L'HEURE EST GRAVE !



Allez à Gawlo.net & cliquez pour télécharger !

JDJ

Le Journal Du Jeudi

A FOND DANS L'INFO DÉCALÉE !



POUR VOS INSERTIONS

33 827 33 31 / 77 503 00 10

Editeur & Directeur de publication : Mansour Dieng

Rédacteur en chef : Marc Senghor

Conseiller éditorial : Salif Samb

Développement: Momo Dieng

Infographie: Isopubli@gmail.com

Tél : 33 827 33 31 - Commercial : 77 503 00 10

- email :cordior@orange.sn

PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC MARA PHONES: WARI ÉTEND SES TENTACULES

Wari et Mara Phones ont annoncé la signature d'un partenariat stratégique pour donner la possibilité à tous les utilisateurs des téléphones de la marque rwandaise Mara Phones, de profiter des services financiers et commerciaux de Wari.

Les deux entreprises africaines ambitionnent de collaborer ensemble et se développer dans les 54 pays du continent. Les services Wari seront ainsi intégrés aux téléphones Mara dès la production et ce nouveau produit sera commercialisé dans tous les points de ventes de Wari et Mara Phones. Cette collaboration panafricaine entre deux grands acteurs nationaux aura un impact positif, local, et mesurable étant donné que Wari et Mara Phones s'engagent chacun depuis plusieurs années déjà à reverser un pourcentage de leurs bénéfices à des associations et autres organisations à but non lucratif.

«Nous sommes extrêmement ravis que cette collaboration ait pu voir le jour et espérons qu'elle permettra à Wari de développer son offre intégrée au Mara Phone. Ce partenariat est en cohérence avec notre vision chez Mara Phones qui est de multiplier de nouvelles offres avec des fournisseurs de services comme Wari. L'objectif de Mara phones est d'atteindre et offrir à leurs clients des téléphones de qualité fabriqués en Afrique», déclare Ashish J. Thakkar, Ceo de Mara Phones.

«Ce partenariat est une belle opportunité pour Wari de diversifier son offre et de démocratiser l'utilisation de notre application MyWariApp. Les téléphones de la marque Mara Phones construits à 100% sur le continent africain et nous devons être fiers de cette réussite. En tant que champions africains du continent, nous devons nous soutenir et encourager le développement de partenariats africains pour créer de la valeur et accroître la croissance économique», affirme, pour sa part, le patron de Wari, Kabirou Mbodje.

Gawlo.net (avec Libération)



EN HAUSSE

Khady Dramé

Khady Dramé a remporté ce dimanche au Grand Théâtre, le premier prix du concours national de récital du Saint Coran organisé chaque année par SENICO. La championne nationale de l'édition 2019 a été sacrée parmi les 45 candidats retenus pour cette ultime étape. Le concours du grand prix Senico de récital du Saint Coran avait démarré depuis le 14 mai. Et pour cette 5ème édition, la cagnotte est revue à la hausse. La gagnante du concours empoche la somme de 15 millions Fcfa sans oublier les autres cadeaux.

**Pape Sarr**

Retraité depuis des années, Pape Sarr reste un homme au cœur d'or. L'ancien international sénégalais multiplie les actes de générosité envers ses proches et surtout sa famille. Le dernier en date, souffle-t-on au quartier des Hlm, est l'octroi d'un terrain et d'un chèque de dix millions à chacun de ses frères et sœurs. L'ancien Lion en est à sa énième action de générosité envers ses proches.

**La Police Nationale**

La police nationale a réagi, suite à l'arrestation de Pape Alioune Fall qui a avoué être l'auteur du crime commis sur la personne de Bineta Camara, tuée le samedi 18 mai dernier, au quartier Saré Guilèle de Tambacounda. Dans un communiqué, le Bureau des relations publiques de la police a livré les détails de l'enquête qui a permis de mettre la main sur le présumé meurtrier. En tout cas, l'expertise de nos policiers ne fait l'ombre d'aucun doute. Chapeau bas!



EN BAISSÉ

Pape Alioune Fall

L'enquête se poursuit sur l'affaire du meurtre de Bineta Camara. En effet, d'après la Rfm, le présumé meurtrier de la jeune fille, Pape Alioune Fall, devrait être déféré au parquet, hier. Pape Alioune Fall est en garde à vue au commissariat central de Tambacounda depuis lundi. Pour ce meurtre crapuleux, ceux qui suggèrent la peine de mort n'ont pas tort. Cet assassin est un danger.

**Moustapha Fall Che**

45 millions FCfa, c'est la somme débloquée par le coordonnateur de Macky2012 et Pca de la Sn Hlm, Moustapha Fall Che, pour l'achat d'un V8 flambant neuf. Ce qui a fait sortir le personnel de Sn Hlm de ses gonds dans les locaux de ladite société. L'acte est en déphasage avec le souhait du Président Sall d'une réduction du rythme d'acquisition des véhicules qui, ces vingt dernières années, s'élève, tous les douze mois, à 1 000 unités de 25 millions chaque. Et encore pour un homme qui s'appelle Che, ça fait désordre!

**Direction de l'automatisation des fichiers (DAF)**

Du nouveau dans l'affaire de la corruption supposée à la Direction de l'automatisation des fichiers (DAF) du ministère de l'Intérieur pour la confection de deux cartes d'identité, pour le Sénégalais Aiman Steiner et sa sœur, contre le paiement de la somme d'un million de Fcfa à des rabatteurs dont certains se trouvent à Madrid. Selon Libération, la Division des investigations criminelles (Dic), qui a ouvert une enquête pour tirer cette affaire au clair, a commencé les auditions. En tout cas, c'est une mauvaise publicité pour cette structure de l'Etat.

**L'INGÉNIEUR PAPE MASSECK THIAM HONORÉ AU CANADA**

Son nom restera gravé dans la mémoire pour la postérité au Canada et en Afrique. Notre compatriote Pape Masseck Thiam, expert en ingénierie, a été élu meilleur ingénieur professionnel au Canada pour ses recherches et son leadership dans le domaine de la géotechnique. Une première pour un Africain au Canada depuis 100 ans.

Le titre de meilleur ingénieur professionnel au Canada sera décerné, cette année, au jeune Pape Masseck Thiam, chercheur d'origine sénégalaise et expert en ingénierie des chaussées.

Décerné depuis une centaine d'années par l'Association canadienne des transports à un ingénieur de moins de 35 ans, notre compatriote est le premier africain à décrocher cette distinction. Dans le document qui nous est parvenu, l'ingénieur Pape Masseck Thiam a été nommé par ses pairs pour sa contribution exceptionnelle et ses recherches effectuées dans le domaine de la géotechnique. Son leadership en ingénierie a été également un facteur déterminant, a-t-on indiqué.

M. Thiam qui recevra son prix le 27 septembre prochain, à l'occasion de la conférence de l'Association canadienne du transport à Halifax, est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie civil de l'Université de Laval et d'une maîtrise en géotechnique routière de la chaire de recherche i3c. Il a également une maîtrise et un certificat Pmp en gestion de projets d'ingénierie civile de l'école polytechnique de Montréal. Il est présentement chercheur responsable de projets en géotechnique routière dans une firme privée.

Notre compatriote est un expert en litige au palais de justice de Montréal et formateur. Il est également membre de plusieurs associations professionnelles et comités techniques à l'échelle nationale et internationale. M. Thiam est l'auteur de plusieurs publications et articles scientifiques dans différents domaines de l'ingénierie des routes.

Gawlo.net (avec Le Soleil)

ENTRE FASTE ET CONFORT ET MOUSTAPHA TUA LE « CHE »!



Ce qui caractérise une idéologie, c'est son surgissement dans une période de modification de la société avec le chamboulement de ses valeurs et sa capacité de conduire et d'encadrer les hommes dans un système de pensées et d'actes à respecter politiquement et socialement. L'idéologie de Marx contient un programme politique dans lequel il prône que le prolétariat écrasera la bourgeoisie selon une séquence révolutionnaire contenant les étapes suivantes : crises économiques, paupérisation du prolétariat ; constitution de la conscience révolutionnaire de classe ; acquisition du pouvoir d'État par le prolétariat ; dictature du prolétariat ; disparition de l'État.

Les partis communistes fidèles à la doctrine de Karl Marx et de Lénine doivent en permanence lutter pour le bien-être de toute la société surtout celle opprimée par les bourgeois détenteurs du capital. Mais au Sénégal, nous vivons une réalité autre avec les partis communistes qui se sont apostasiés en se convertissant à la religion libéral-capitaliste. Aujourd'hui, ils défendent non pas le véritable intérêt de la classe prolétarienne mais leurs propres intérêts. La lutte des classes est morte pour céder la place à la lutte des places. Tous les partis d'extrême gauche ont abdiqué. Le Parti africain de l'indépendance (PAI) est mort avec Majmouh Diop, la LD couché subit les contrecoups de ses accointances avec le Macky. Le PIT est allé à la soupe. Moustapha Fall « Che », Secrétaire général de l'Action patriotique pour la libération (Apl) Dogg Bumu Gacce a renié ses convictions guevaristes au profit de ses épousailles avec le libéralisme mackyste. Le guevarisme est une doctrine qui s'inscrit dans l'idéologie marxiste et s'oppose au libéralisme capitaliste dont il faut s'affranchir pour créer un homme nouveau délivré de l'égoïsme que le capitalisme favorise. Il aspire au renversement du capitalisme par les classes sociales exploitées et opprimées afin d'instaurer une société d'égalité et de justice sociales grâce à la mise en commun de tous les moyens économiques. Pour Fall Che, en portant sur les fonts baptismaux, l'Action patriotique pour la libération (APL) Dogg Bumu Gacce, ce n'était pas simplement pour ajouter un parti de plus à ceux existant déjà dans les livres du ministère de l'Intérieur, mais un parti original, le parti de la différence, le parti qui sert la politique, différent des partis qui se servent de la politique. C'est le parti de la justice, de la démocratie, de la vérité, de l'humanisme, de la défense des intérêts du peuple Sénégalais, le parti qui libère de la souffrance et des fléaux. L'APL se voulait être surtout le parti de la vraie gauche, la gauche émergente, offensive et conquérante, attractive et captive, imaginative et combative, moderne et polyvalente capable de faire entrer le Sénégal dans le développement.

Mais le temps fait toujours son œuvre. Autre temps, autres mœurs ! Moustapha Fall « Che » qui a fait rêver une certaine jeunesse révolutionnaire à cause de son engagement pour une société égalitaire subit les conséquences négatives de son ralliement à Macky Sall. En mars 2017, quand des voitures neuves de plus de 35 millions avaient été cédées aux directeurs opérationnels et au Secrétaire général de la Sn Hlm à de « vils » prix de 4 millions 800 mille francs, plus une dotation de carburant de 250 litres/ mois et une indemnité kilométrique mensuel de 200 mille francs à chacun d'eux, quand deux bus à 40 millions devaient être achetés, quand le Directeur général réforma son 4X4 (Voiture de luxe) de fonction âgée de deux ans pour se payer d'un autre de 60

millions, le PCA de la Sn Hlm, Fall « Che », s'y opposa farouchement et rejeta le budget afférent lors d'un Conseil d'administration.

Quand Fidel Castro tira sa révérence, Che rédigea une note pathétique : « Fidel Castro est mort à l'âge de 90 ans à La Havane. Ce grand révolutionnaire était pourtant un petit bourgeois qui a eu des réactions marxistes à ses débuts. Il est le symbole de la lutte contre l'impérialisme Yankee. Il est resté debout face aux tentatives d'assassinats, de menaces de mort, d'arrestations. C'est lui qui a façonné Che Guevara, il avait dit « l'histoire me libérera » alors qu'on l'avait condamné à 15 ans de prison. Ironie du sort, au bout de 2 ans alors, il a été libéré miraculeusement. Il a résisté à 10 présidents américains. C'est un immense homme. Il n'a jamais été ébranlé par l'impérialisme. Je condamne les manifestations de joie de Miami, qui est une honte. Je suis en phase avec le Venezuela. Je m'étais préparé à aller lui rendre visite mais hélas la mort est intervenue. Je suis un « Cheguevariste », Fidel représente quelque chose pour nous, car Che a reconnu que son mentor c'est lui ».

Fidel Castro dont il s'inspire aussi a résisté à l'offensive et l'influence du capitalisme. Mais lui, Che Fall, ne semble plus retenir les leçons tirées de l'œuvre de Castro et de Guevara. Comment comprendre lui qui en 2017 avait refusé l'achat des voitures et de bus par sa direction puisse créer la polémique dans sa société en acquérant une voiture V8 à 45 millions FCFA ? Lui qui avait dit que « les idéologies ne meurent jamais » semble avoir tué le combat révolutionnaire qui constituait la quintessence de son discours et de son action.

Son homonyme, Ernesto Che Guevara, gagnait sa vie en étant photographe. Il n'aimait le faste et le luxe. Il savait qu'il aurait pu devenir riche grâce à ses diplômes de médecine, mais il ne voulait pas trahir ses convictions, pour preuve, les quelques mots qu'il a écrits à sa mère : « Je pourrais devenir très riche en me consacrant à l'allergologie. Mais ce serait trahir de la manière la plus horrible ces deux moi que je porte, mon moi socialiste et mon moi voyageur ». Che Guevara est devenu un véritable mythe après sa mort et un symbole pour les mouvements révolutionnaires marxistes du monde entier ainsi que pour la lutte des plus pauvres et des opprimés contre l'impérialisme américain et le capitalisme. Le Comandante est une figure emblématique de la révolution cubaine, un symbole d'espérance et de lutte. Son image est utilisée dans le monde entier lors de manifestations. De nombreuses personnes, dont beaucoup de jeunes, ont porté des T-shirts à son effigie. Ernesto Guevara a lutté contre le capitalisme et l'impérialisme pour libérer les peuples opprimés. Moustapha Fall qui avait été inspiré par la philosophie de l'action et la morale du devoir du vrai « Che » vient d'enterrer tout un patrimoine idéologique hérité du compagnon de Fidel Castro. Ainsi Moustapha vient de tuer le « Che » qu'il incarnait depuis les années 60 où il avait créé « Spartacus », ce mouvement révolutionnaire.

Moustapha Fall n'est plus le Che Guevara national qui pour défier la bourgeoisie comprador mettait aux premières loges de la lutte politique pour la défense d'un ordre démocratique rationnel et civilisé. Aujourd'hui enivré par les voluptés du pouvoir gargantuesque de Macky, le « Che », pardon, Moustapha roule carrosse et mène la belle vie aux frais du contribuable sénégalais. C'est le Yoonu Yokutte.

Mark Senghor

FAKE NEWS, INFOX

Les détracteurs d'Amadou Bâ pris dans le piège de leurs mensonges



De pseudo journalistes excellant dans la livraison des fake news et des infox ont publié dans leurs sites et autres feuilles de chou qu'une « Étude sur le système de rémunération des agents de l'administration réalisée par le cabinet Mgp-Afrique met à nu la gestion des heures supplémentaires. Le rapport, livré en 2015 et dont un journal détient copie, révèle que 8 milliards de FCFA ont été payés en toute irrégularité à des agents particulièrement privilégiés ». Et conclusion, l'ex-Ministre de l'Economie et des Finances, Amadou Ba serait épinglé par ledit rapport. Ce qui est fondamentalement un mensonge.

D'abord il faut préciser que le rapport dont il parle est une « Etude sur le système de rémunération au sein de l'administration sénégalaise » et non un audit financier et comptable du ministère des Finances mais un audit organisationnel du système de rémunération de la fonction publique sénégalaise. Ainsi la mission principale du Cabinet Mgp-Afrique consistait à déceler puis localiser les éventuelles défaillances qu'il serait possible de rectifier afin de rendre le système de rémunération plus équitable. En sus, ce travail assigné à Mgp-Afrique, intitulé « étude sur le système de rémunération au sein de l'administration publique », vise essentiellement à rétablir les adéquations nécessaires afin d'assurer la rationalisation et l'harmonisation des différentes échelles de solde et des diverses indemnités et primes versées par l'Etat, en proposant un système de rémunération rénové, équitable, juste, motivant, attractif et viable.

Ladite étude s'inscrit dans le cadre de la politique de modernisation de l'administration publique en vue de combattre : les lourdeurs et lenteurs des procédures ; l'inadaptation des agents aux mutations de l'environnement ; leur manque de motivation en raison du bas niveau des rémunérations ; et les disparités et iniquités du système indemnitaire. Ainsi, en août 2004 déjà, une étude sur la politique de rémunération des agents de l'Administration avait été menée. De même, les réflexions et travaux menés dans le cadre du PNBG et du DSRP ont préconisé la

modernisation du système de rémunération, dans la mesure où la qualité du service public dépend de la motivation des agents. Ce sont les raisons qui justifient la volonté de mettre en place un système de rémunération adapté au contexte d'un management public moderne. De façon plus particulière, l'étude intervient dans un contexte déterminé. En effet, l'Etat du Sénégal a connu par le passé un système de rémunération de ses agents plus ou moins adapté et équilibré, mais ces dernières années ont été marquées par des dysfonctionnements ayant complètement déstabilisé le système et conduit à des iniquités et frustrations ayant une grande incidence sur le rendement des agents et, partant, sur la qualité des prestations de service public. En l'absence d'une gestion moderne des ressources humaines, l'administration publique sénégalaise n'a pas développé un système attractif et motivant. Or, elle a besoin de compétences pour réaliser ses missions dans un contexte de mondialisation, de libéralisation et de développement technologique.

En somme l'objectif général poursuivi à travers cette étude est la mise en place d'un système rénové de rémunération des agents de l'Etat, qui soit juste, équitable, attractif et motivant. Il s'agit de proposer un système de rémunération équitable, incitatif et cohérent, valorisant à la fois les performances et l'expérience professionnelle et tenant compte de l'environnement socio-économique, du coût de la vie et des contraintes liées à la masse salariale. Voilà ce qu'il en est du travail d'audit assigné au Mgp-Afrique. Nulle part dans le rapport, il n'est fait mention de « 8 milliards de FCFA payés en toute irrégularité à des agents particulièrement privilégiés ». Ce n'était même pas son objet ni la mission de Mgp-Afrique.

Puisque nous allons vers des locaux qui seront âprement discutés et où chaque responsable apériste veut se positionner pour le contrôle de Dakar, tous les coups sont permis pour jeter l'anathème sur les sérieux candidats. Il est évident que Amadou Ba, qui a dirigé victorieusement à Dakar la liste de Bennoo Dakar aux législatives et conduit avec brio la présidentielle dans la capitale

avec le soutien de la Première Dame Marième Faye Sall, constitue un sérieux candidat à la mairie de Dakar. Et ce, même s'il n'a pas encore manifesté ses prétentions à une quelconque collectivité territoriale. C'est pourquoi ses ennemis tapis dans l'APR manipulent à leur guise certains pseudo-journalistes pour éclabousser celui qui a permis au PSE d'atteindre cette fulgurance en quatre ans. Et pour exécuter leur sale besogne voilà qu'il déterre un scandale de 2017 qui avait secoué la Direction de la Solde.

En fin novembre 2017, des ponctions opérées sur les salaires des enseignants ont permis de déceler une vaste maffia au niveau de la Direction de la Solde. Les ponctions n'étaient pas l'œuvre de l'Etat du Sénégal, mais d'agents véreux qui travaillaient à la Direction de la solde du ministère de l'Economie et des Finances et en complicité avec des leaders de certains syndicats bien connus. Le tout nouveau directeur de la Solde, précédemment directeur des systèmes des informations, Charles Emile Abdou Ciss, avait commandité un audit qui avait permis de révéler les pratiques frauduleuses. Des agents de la direction en complicité avec des syndicats véreux siphonnaient les salaires des enseignants jusqu'à cinq fois par mois. L'audit a révélé que 8000 enseignants étaient dans ce cas et 98 personnes puisaient dans un seul compte. Un système qui aurait permis à certains syndicats de se faire des centaines de millions de francs CFA. Par ailleurs, l'enquête a révélé des dysfonctionnements dans les grappes familiales où 62 % des conjoints n'avaient pas de papiers justificatifs et 15% des enfants n'étaient pas « connus ». Toutes les personnes incriminées dans ce dysfonctionnement ont été mutées à la Direction de l'administration et du personnel en attendant d'éventuelles poursuites judiciaires.

Maintenant quel est le rapport entre ce fait maffieux de novembre 2017 et « l'Etude sur le système de rémunération au sein de l'administration publique » réalisée par Mgp-Afrique le 30 novembre 2015 ? Et comment un rapport de 2015 peut-il épingler la gestion d'un ministre en 2017 ? Les contempteurs d'Amadou Bâ sont pris dans le piège de leurs propres mensonges. D'ailleurs on devait même féliciter l'ex-ministre des Finances pour cette opération Augias qu'a réussi son alors agent, le Directeur de la Solde, Charles Emile Ciss au lieu de vouloir le salir mensongèrement pour des raisons bassement politiciennes. Mais Amadou Ba n'a pas à regarder dans le rétroviseur. Les défis du fast-track lui exigent de se concentrer sur les défis du second mandat qui se posent devant lui. Et comme dit l'adage « la bave du crapaud n'atteint pas la blanche colombe ».

Mark Senghor

QUESTIONS DE CULTURE

Impostures médiatiques

Par Modou Mamoune FAYE



Depuis quelques années, une crise profonde traverse la presse sénégalaise. Une crise multiforme qui sape sa crédibilité et met en danger sa survie.

A l'instar du journaliste français Bernard Morrot qui, en 2000, pointait du doigt les grandeurs et les décadences des médias de son pays dans un livre au titre provocateur, nous avons envie de crier : « Sénégal, ta presse fout le camp ! ». En auscultant le contenu de certains journaux, sites Internet, radios et télévisions, on est frappé par la légèreté avec laquelle des journalistes abordent l'information. Des articles bourrés de fautes de grammaire et d'orthographe, une langue française malmenée dans tous les sens, des faits tronqués, des informations diffamatoires, des titres racoleurs et j'en oublie. Bon nombre de nos confrères ne prennent plus des pincettes pour s'enquérir de la véracité des faits. Ils s'éloignent de plus en plus des principes fondamentaux du journalisme. La course à l'audimat, au scoop et la recherche du buzz les poussent à fouler du pied les principes sacro-saints de la déontologie journalistique. En mai 2009, notre confrère Pape Samba Kane avait tiré la sonnette d'alarme dans son essai intitulé « Les Ecrits d'Augias : les pages sombres de la presse ». En publiant ce livre, il voulait lancer un appel « à une prise de conscience de nos insuffisances qui s'appuie sur la mise en lumière de nos fautes professionnelles quotidiennes, massives et systématiques ». Une décennie plus tard, le constat est presque le même : la presse sénégalaise est très mal en point.

Fait nouveau, l'irruption des médias online, avec leur lot d'informations approximatives résumées en une dizaine de lignes, n'arrange pas les choses. Les cas d'infox (contraction des mots information et intoxication) font florès dans le landernau médiatique sénégalais. En juillet 2018, un journal en ligne publiait une information selon laquelle un célèbre opposant politique avait reçu un terrain de la part du président Macky Sall, après la démolition de sa maison bâtie sur un site litigieux. Une information qui s'est révélée finalement fautive, une « fake news » comme diraient les anglo-saxons. Toute honte bue, le journal en ligne en question a publié une note d'excuse dans laquelle elle avoue s'être « trompée de bonne foi par une source de mauvaise foi » (sic) et présente ses « plates et sincères excuses » à l'homme politique concerné, tout en reconnaissant avoir publié une « information infondée et inexistante ». On peut multiplier ce genre d'exemples ou des perles en matière de bourdes langagières comme lorsqu'un quotidien écrivait, à la mort d'un étudiant

sénégalais, qu'il a été « tué mortellement » par une balle perdue ! Tout cela ressemble fort bien à un « flagrant délit d'incompétence », comme l'écrit le journaliste Mame Less Camara dans la préface du livre de Pape Samba Kane. Selon lui, « la concurrence précipite les médias dans une course à la nouvelle menée à un train qui fait baisser la vigilance (...) » et les rectificatifs et excuses publiés après de fausses nouvelles « sont d'abord l'expression de négligences professionnelles avant d'être des marques de courtoisie ou d'honnêteté intellectuelle ». Triste constat !

La quête du sensationnel, la recherche du gain facile, la corruption, l'ambition démesurée et les pratiques aux antipodes de la déontologie sont les principaux dangers qui menacent la presse sénégalaise. Et si rien n'est fait pour inverser la tendance, nous allons tout droit vers le précipice. D'autant plus que l'avènement des réseaux sociaux est en train de réduire drastiquement le nombre de lecteurs, d'auditeurs et de téléspectateurs car d'un simple clic, et gratuitement, on peut désormais avoir accès une mine d'informations. Avec un téléphone portable et une connexion Internet, tout le monde s'improvise journaliste et l'on s'amuse à balancer des informations sur les réseaux sociaux sans prendre la peine de les vérifier. Et bonjour les dégâts ! Une grande partie de l'opinion publique, qui n'a pas toujours les bonnes ficelles pour décortiquer le message, a ainsi tendance à gober tout ce qui lui tombe sous les yeux.

Face à cette situation plus qu'alarmante, la presse sénégalaise doit faire son introspection et analyser tous les facteurs qui menacent son existence. Dans son livre intitulé « France, ta presse fout le camp » et dont nous parlions au début de cette chronique, Bernard Morrot dénonçait déjà la présence au sein de la corporation, pas uniquement des chiens de garde du capitalisme, mais aussi « des toutous, des bâtards enragés, de stupides Rantanplan ou d'odieux cabots qui contribuent très efficacement à la lente mise à mort des journaux rescapés ». Un peu sévère comme jugement, mais assez symptomatique de la situation des médias en général. Un jugement qui pourrait bien être collé à ce qui se passe au Sénégal où une presse jadis caractérisée par sa grandeur est en train de sombrer dans les abysses de la décadence. D'autant plus que des imposteurs et des affairistes, surgis de nulle part, se sont emparés des médias pour fructifier leurs affaires ou s'adonner à d'odieux trafics d'influence.

EMBOUTEILLAGES À DAKAR

IMMERSION DANS L'ENFER DES AUTOMOBILISTES



En ce mois béni de ramadan, circuler dans la capitale sénégalaise est un exercice cauchemardesque pour les usagers de la route, contraints de s'éterniser dans les multiples bouchons qui limitent considérablement la mobilité urbaine. Ce, malgré la multitude d'infrastructures routières réalisées par l'État du Sénégal. Pour juguler ce phénomène préjudiciable à l'économie, un vaste plan de circulation de la compagnie de circulation de la police sur différentes artères stratégiques de Dakar. Reportage.

Ça fait désormais partie du décor de Dakar, de son plan de circulation. De longues files de voitures, sur la Vdn, l'avenue Blaise Diagne, ceinturant le Rond-Point Liberté 6 ou encore empêchant les banlieusards de franchir facilement le croisement Cambérène, à l'échangeur de Hann-Castor... Les embouteillages sont devenus le quotidien infernal des automobilistes dakarois. Le Ramadan est venu empirer la situation déjà catastrophique.

Et pourtant, on pensait résolu le phénomène des embouteillages, ponctués par des files de véhicules à perte de vue, dans différentes artères de Dakar et sa banlieue. Malgré les efforts consentis par l'État du Sénégal qui s'est évertué à améliorer la fluidité de la circulation par une densification du réseau routier, le phénomène persiste et a connu dernièrement une ascension inquiétante, au grand dam des automobilistes. Difficile de savoir à quelle artère se fier. Et dire que l'espoir de voir ces bouchons devenir un vieux souvenir était grand avec le Président Wade, qui avait révolutionné la politique des infrastructures routières, avant d'être imité par son successeur, Macky Sall, qui a accentué et diversifié ces infrastructures dites de nouvelle génération. A ce jour, le constat est révélateur : les embouteillages s'imposent à nouveau aux usagers de la roue. Les raisons de cette résurrection sont multitudes et les responsabilités partagées.

Une descente sur les artères de la capitale permet de juger de l'ampleur du phénomène, avec des heures de pic notées entre 9 heures et 10 heures du matin, voire midi et en fin de journée, entre 16 heures et 19 heures, voire 10 heures sur certains axes prisés des automobilistes. Cette situation s'est accentuée depuis le début du mois de Ramadan sur quasiment toute l'étendue de la région de Dakar. Il est pratiquement impossible d'accéder au centre-ville le matin entre 8 heures et 10 heures, l'après-midi entre 15 heures et 16 heures, où d'en sortir vers 17 heures. Un malheur ne venant jamais seul, une bonne partie de feux de signalisation ne sont plus opérationnels. Un tour à travers les avenues Blaise Diagne, Faidherbe, Peytavin..., les rues 6 et 22 bis de la Médina..., a permis de le constater. Pour juguler le problème, des agents de police et autres agents de sécurité de proximité (Asp) sont déployés pour réguler la circulation. Face à ce dilemme, certains citoyens ont choisi pour alternative de circuler à bord de scooter, moto, voir vélo, qui permettent de contourner les embouteillages. Au nombre de ceux-ci figure le commerçant Mansour Mbengue qui a jeté son dévolu sur un scooter. Habillé d'un boubou traditionnel bleu, il parvient à se frayer un passage sur une ligne continue, entre les fils de véhicules bloqués sur l'avenue Malick Sy à hauteur de l'échangeur. Malheureusement pour lui, il sera interpellé, puis verbalisé par un agent de police, au motif de conduite sans port de casque de sécurité. Sa

moto, immobilisée, risque de finir en fourrière. Reconnaisant sa faute, il présente ses excuses. «Excuse-moi chef, cela ne se reproduira plus», assure-t-il au policier au milieu des véhicules qui polluaient les lieux avec des nuages de fumée et des automobilistes anxieux qui exprimaient leur courroux par des coups de klaxon. Sous l'effet du jeûne et du soleil qui dardait déjà ses rayons (il est environs 11 heures), des insanités son proférées çà et là, au cours d'épiques échanges de propos aigres doux entre conducteurs, bloqués sur l'avenue Malick Sy à hauteur du rond-point de la Rts. Et dire que ce tohu-bohu n'a pas encore atteint son comble. «La situation devient difficilement gérable vers 16 heures, à cause d'un flux d'usagers de la route qui tentent de rallier la banlieue. C'est pourquoi nous érigeons des balises pour éviter certains dérapages», assure le brigadier Dakha Ndiaye, responsable de la gestion de la fluidité de la circulation sur le rond-point Rts- Malick Sy. 12h20mn, l'agent en marketing Mamadou Diassé, à bord de son véhicule de marque «Peugeot 308», marque le pas à hauteur du centre commercial «4C». Les vitres du véhicule baissées, Diassé gesticule, se lamente. Motif, il est sur le point de manquer un rendez-vous avec des clients. Pour autant, il salue le déploiement des policiers de la circulation, sans qui «il serait impossible de travailler. Par contre, je trouve que les autorités devraient sensibiliser les automobilistes sur le nouveau plan de circulation. Parce que certaines voies sont fermées à certaines heures. Hier, un agent m'a arrêté et a pris tous mes papiers, au motif que j'ai emprunté un chemin qui était momentanément fermé. Ce n'était pas de ma faute, car j'ignorais cette nouvelle mesure. Les autorités de la police devraient aussi corriger les comportements des agents, qui preuve d'un excès de zèle notoire», martèle M. Diassé. Embouchant la même trompette, le chauffeur de taxi Serigne Ngom ne trouve pas le nouveau plan de circulation pertinent. «Je suis conducteur de taxi depuis 20 ans, je suis constamment sur la route et à dire vrai, je ne sens aucune amélioration. Au contraire, les embouteillages ne font qu'empirer, malgré la présence des policiers». Ces allégations sont relativisées par ce conducteur de car «Ndiaga Ndiaye». Abdoulaye Faye est employé pour le convoi du personnel de la «Poste One». Bloqué dans les embouteillages à hauteur du rond-point de la Poste de Médina, il relève des failles dans la gestion de la circulation, qu'il urge d'améliorer. «Je salue le travail des policiers de la circulation, que je croise tous les matin sur la route. S'ils n'étaient pas là, les gens allaient s'entretuer et les accidents allaient devenir notre lot quotidien».

Gawlo.net (avec L'Obs)

LIEUTENANT EL HADJI MALICK NIANG, CHEF DE LA COMPAGNIE DE CIRCULATION DE DAKAR

«LES EMBOUTEILLAGES À DAKAR SONT UNE ÉQUATION DIFFICILE À RÉSOUDRE»

Les embouteillages sont devenus un problème récurrent, au grand dam des usagers de la route, qui ne savent plus quel axe emprunter. Une situation qui ne cesse d'empirer, malgré les efforts pour répondre à cette problématique qui entache la fluidité de la mobilité urbaine. Pour juguler cet impair, la hiérarchie de la police, via la compagnie de circulation (entité en charge de la gestion de la mobilité urbaine), a mis en œuvre un dispositif de régulation de la circulation.



Lequel est accentué lors de certains évènements. Chargé de coordonner ces opérations de régulation pour une fluidité de la circulation dans la capitale sénégalaise, le Lieutenant El Hadji Malick Niang, Chef de la Section Compagnie de circulation de Dakar, s'épanche sur son cahier de charges. «L'État du Sénégal fait de gros efforts pour régler le problème de la mobilité urbaine. Seulement force est de reconnaître que ces dispositions ne suffisent pas pour régler le problème. Le facteur humain, qui n'est pas des moindres, peine malheureusement à suivre. Les usagers de la route transgressent délibérément les règles et participent ainsi à accentuer les embouteillages qui sont le moindre mal. À côté, «l'indiscipline notoire», dont font montre certains conducteurs, ce qui est à l'origine de plusieurs accidents de la circulation, déplorés pratiquement au quotidien. Pour répondre à cette situation, la hiérarchie a instruit la compagnie de la circulation de Dakar, de concocter et dérouler un plan de circulation, pour juguler ce récurrent phénomène des embouteillages. Ce plan n'est pas récent, mais à l'occasion du mois de Ramadan, il a été revu et amélioré, pour atténuer les souffrances des populations. L'innovation pour cette période est la pose de balises de sécurité routière. Il s'agit de petits panneaux en plastique, coloré en rouge et blanc qui délimitent les artères et orientent les automobilistes sur les nouveaux itinéraires à emprunter. Ces dispositions sont visibles, notamment sur certains ronds-points très empruntés, mais aussi sur l'avenue Petersen et sur d'autres artères prisées des automobilistes, qui desservent le centre-ville. À ma prise de fonction à la tête de cette compagnie de circulation, l'autorité m'a instruit de tout faire pour assurer aux heures de pointe, une certaine fluidité de la circulation, notamment sur les principaux axes routiers qui constituent les portes d'entrée et de sortie au centre-ville. Le plan que nous avons mis en place entre en vigueur tous les matins, de 6H45 à 10H et l'après-midi, de 16H30 à 19H. Cette mission est de mise au quotidien, du lundi au dimanche, les jours fériés y compris. Évidemment, en raison de certaines situations ponctuelles qui entravent la fluidité de la circulation, des mesures particulières sont prises et les agents peuvent être amenés à descendre à 19H30, au lieu de 19H. Dans d'autres endroits, comme Castor, Bourguiba, Front de Terre,

qui desservent plusieurs quartiers de la capitale, les agents sont mobilisés jusqu'à 22 heures, voir 22H30. Mieux, au rond-point «Case-bi», principal point de jonction des usagers de la route qui se rendent dans la banlieue de Guédiawaye et autres, les agents sont mobilisés jusqu'à 22H30 voir 23H, pour veiller au déroulement du plan de circulation mis en place».

DES MESURES PARTICULIÈRES SUR LE POINT DE JONCTION: ÉCHANGEUR MALICK SY - AUTOROUTE - GRAND-THÉÂTRE - CENTRE-VILLE

L'axe Échangeur Malick Sy - Autoroute - Grand-Théâtre - Centre-Ville de Dakar est réputé contenir les plus importants bouchons de la capitale. Les embouteillages monstres à cet endroit s'expliquent par le fait que c'est le principal cordon qui relie le Centre-ville au reste de la capitale sénégalaise. Pour prendre à bras le corps les interminables bouchons qui y sont observés, les hommes du Lieutenant Niang ont mis en place un dispositif spécial, déroulé au quotidien, de 7 heures à 22 heures. Le lieutenant Niang: «Le matin, nous privilégions les véhicules en partance pour le centre-ville. Les usagers de la route en provenance du centre des affaires sont mis en attente à des intervalles plus longs, à hauteur de la sortie du Grand-Théâtre. Cela permet aux automobilistes qui vont au travail, de rallier à temps leurs bureaux. Pour ne pas porter un préjudice à ceux qui quittent le Centre-ville en empruntant cet itinéraire, une coordination est faite avec les agents postés à hauteur de la Gare ferroviaire, ceux pré-positionnés sur l'axe Camp Abdou Diassé (joutant l'ancienne gare routière Pompier) et les agents en faction sur les avenues Lamine Guèye et Faidherbe. Pour parfaire ce vaste dispositif, un motard fait la navette sur les différents axes sus-indiqués pour signaler d'éventuels problèmes ou écarts de comportements qui pourraient entraver la fluidité de la circulation. Mais comme je l'ai rappelé tantôt, des mesures d'urgence sont souvent prises pour enrayer certains imprévus. Dans la même veine, nous avons procédé à la pose de balises de sécurité routière sur différents axes, dont le Rond-point de la Rts. À l'aide de ces

balises, il nous arrive, à certaines heures, d'ériger des sens uniques, sens interdits ou déviations... pour imprimer un plan de circulation sur mesure. Lesquelles mesures ont permis de désengorger (sauf accident de la circulation), depuis quelques semaines, l'autoroute, entre 9H et 9H30».

L'ÉQUATION DE L'ÉCHANGEUR HANN MARISTES - CASTOR

Autre site qui donne du fil à retordre aux limiers de la circulation, l'échangeur Hann Maristes - Castor, devenu un véritable cauchemar pour les automobilistes. «Il faut reconnaître que ce site de l'échangeur Hann Mariste - Castor cause un véritable problème. C'est une équation difficile à résoudre à cause de l'affluence constante de véhicules en provenance de plusieurs axes routiers très empruntés. Pour assurer une fluidité de la circulation à ce niveau, nous avons là aussi, procédé à la pose de balises de sécurité routière, avec des objectifs précis: Permettre notamment aux files de véhicules en provenance de Castor, Bourguiba... et qui se retrouvent à hauteur de «Emg», d'emprunter un raccourci tracé par les balises et rallier l'autoroute, alors que ceux qui rallient Hann, Yarakh empruntent le rond-point normal. Lorsque la file de véhicules en provenance de Castor est très importante, les agents en place coordonnent avec le motard posté au rond-point de l'échangeur, pour trouver une issue rapide. Le matin, nous inversons la procédure», renseigne Lieutenant Niang.

ROND-POINT CASE BI - BRIOCHE DORÉE - FADIA - GOLF...

«Sur cet axe également très emprunté, un plan d'évacuation rapide est observé depuis un bon bout de temps. Il est identique à ceux déroulés à l'échangeur Hann Mariste et à celui de Malick Sy. Ici aussi, une coordination est faite avec des agents pré-positionnés à hauteur de la Brioche Dorée, qui agissent en intelligence avec ceux postés à Fadia...»

CORNICHE OUEST

Cet itinéraire est l'un des moins affecté par les bouchons. La circulation y est relativement fluide. N'empêche, nous y avons déployés nos agents à des endroits stratégiques (Mosquée Omarienne, Université Cheikh Anta Diop, point dit Pierre A. Goudiaby). Des agents sont aussi postés entre les files de véhicules pour orienter les automobilistes roulant dans les deux sens. Une étude est en cours pour améliorer la circulation sur l'avenue Cheikh Anta Diop, précisément sur l'axe allant du Rond-point de l'échangeur dit de l'École normale supérieure, à l'Université Cheikh Anta Diop.

Gawlo.net (avec L'Obs)

RÉCURRENCE DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

LA SÉCURISATION DES ROUTES EN QUESTIONS

Les véhicules tuent et continueront de tuer si des mesures drastiques ne sont pas prises pour contrecarrer la recrudescence des accidents. Le commun des Sénégalais, est d'avis que la plupart des collisions est à mettre à l'actif du comportement des automobilistes, la vieillesse du parc automobile, le mauvais état des routes, l'inaptitude de certains chauffeurs à conduire des véhicules qui ne correspondent pas à leur catégorie, l'absence de rigueur dans la passation et l'obtention du permis de conduire. Bref tout un cocktail de facteurs qui malheureusement continue de décimer une bonne partie de la population.



Mais diantre ! A qui la faute, si ce n'est la faiblesse coupable de l'autorité publique qui semble montrer ses limites à travers des séries de campagne d'information qui n'ont jusqu'à là, rien donné. L'État est trop frileux pour attaquer le mal à la racine.

Des véhicules conçus strictement pour le transport de marchandises, sont modifiés et adaptés ici, pour effectuer le transport de passagers. De véritables cercueils roulants étoffent en grande partie le secteur du transport urbain et inter urbain.

Des défaillances liées au pneumatique sont souvent relayées dans les accidents, mais la question qu'il faut se poser est de savoir, qu'est-ce que l'autorité publique a fait par rapport aux nombreux pneus de seconde main qui arrivent comme une vague déferlante dans des conteneurs ?

EST-CE QU'IL Y A UN CONTRÔLE SÉRIeux QUANT À L'ÉTAT DE CES PNEUS LORS DE LEURS DÉCHARGEMENTS, SONT-ILS APTES À ÊTRE RÉUTILISÉS?

Quand est-il de la fraude sur le poids réel des conteneurs qui dépasse de loin la norme ? Ce même conteneur, déjà lourdement chargé est

ensuite mis sur un camion brinquebalant avec des pneus usés au second degré qui roulent sur une route dont les nids de poule ont cédé la place aux » nids d'éléphants ».

La surcharge en transport routier de marchandises et de passagers est devenue banale sous le regard coupable de l'autorité alors qu'on sait pertinemment qu'un véhicule trop chargé perd l'efficacité de son système de freinage.

Des bus dont les places assises et la vitesse maximale sont réglementées, font l'objet de modification avec des chaises supplémentaires communément appelées « Versailles » et se retrouvent avec plus de 70 à 80 places. Alors que ces nombres de places ne sont jamais mentionnés dans la carte grise d'origine. Une infraction flagrante que tout le monde sait mais préfère fermer les yeux.

Le récent accident sur la nationale une, à hauteur de poste Thiaroye, tuant sur le coup, 04 personnes incombe aux piétons qui refusent d'emprunter les passerelles, préférant disputer la route aux véhicules. Ces pratiques doivent, plus que jamais, éveiller les consciences sur le danger à vouloir traverser les routes n'importe comment. Si pour autant, l'autorité publique n'est pas capable de jouer

pleinement son rôle en obligeant le piéton à prendre les passerelles au lieu de traverser la route à des niveaux non autorisés comment peut-elle faire régner la discipline à une échelle un peu plus large ?

Il faut aussi signaler que dans cet axe, allant du rond-point Sips jusqu'à keur Mbaye Fall, l'éclairage est quasi inexistant et les balisages montrant les limites de la chaussée ont presque disparu ou enseveli sous le sable qui borde les routes. Circuler sur cet axe la nuit est un véritable danger, il n'est pas étonnant d'ailleurs de constater que plusieurs accidents parfois mortels sont enregistrés sur ce tronçon. Il est déplorable aussi de constater qu'à Dakar et dans la plupart des régions, l'insuffisance ou parfois, l'absence totale de tracées indiquant les passages à piétons sur des artères bien fréquentées.

Au-delà des accidents occasionnant des morts d'homme qui sont beaucoup plus médiatisés, il ne faut pas perdre de vue, les nombreux accidents faisant état de dommages matériels. Et c'est là, qu'il faudrait s'appesantir afin de mettre à nue, l'indiscipline caractérisée dans la conduite et la légèreté avec laquelle ces fautes sont traitées. Sur ces types d'accident, la personne la plus lésée est appelée à commettre un huissier ou payer lui-même le constat afin d'obtenir le Pv. Or, il serait judicieux de couper la poire en deux à défaut de faire payer entièrement celui qui a occasionné l'accident. C'est certes, une mesure simple mais très dissuasive.

Qui peut le plus, peut le moins avons l'habitude de dire, mais c'est tout à fait le contraire dans notre manière de vouloir stopper les accidents. A mon avis, il faudra commencer d'abord à mettre en place une politique visant à anticiper sur les causes d'accident en ville où on note une forte concentration de véhicules. La sensibilisation est bien mais reste insuffisante, il faut des actions concrètes sur le terrain. Sinon les accidents de circulation auront de beaux jours, si l'État n'affiche pas une réelle volonté de vouloir éradiquer le mal à la racine.

Domage que tout semble indiquer que l'anormal est devenu la norme au Sénégal en matière de transport et malheureusement ceux qui réfléchissent sur un programme de sécurisation routière semble ne pas maîtriser certains points ou peut-être les ignorent royalement.

Gawlo.net (avec L'Obs)

RÉCURRENCE DES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Oumar Youm annonce une batterie de mesures

Pour faire face aux nombreux cas d'accidents de la circulation sur les routes, le ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement a annoncé une batterie de mesures qui sera effective, au plus tard, dans un mois.

Depuis janvier dernier, il y a eu plus de 120 décès sur les routes du Sénégal et plus de 260 blessés. Sur l'année, en moyenne, 560 vies sont perdues. Les causes d'accidents, généralement, sont la collusion et le défaut de maîtrise. Pour faire face à ces chiffres qui font froid dans le dos, le ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement a annoncé une panoplie de mesures. Il effectuait une visite à la gare des Beaux maraichers de Pikine.

Car, selon Me Oumar Youm, le gouvernement ne peut pas rester sans réagir, sans apporter de solutions, dans un contexte où l'Etat du Sénégal est en train de moderniser le secteur des transports routiers par la numérisation des plaques, des permis et des cartes grises, pour donner plus de sécurité sur les titres de transport. Il y a aussi le renforcement et le renouvellement du parc automobile, car malgré les efforts, le constat est que ce parc est vétuste. Le ministre annonce que ses services sont déjà dans une phase de renouvellement, autour de 800 bus dont les 38 vont être livrés bientôt.

A ce propos, il renseigne que les deux véhicules qui ont causé l'accident à Niore sont âgés de plus de 30 ans. "Nous pensons que sur ces axes-là, il y a beaucoup à faire et des mesures immédiates seront prises. J'ai instruit les services pour que cela soit rapidement mis en œuvre. Il restera à prendre d'autres mesures sur la sécurité routière. Il y a une animation à faire en termes de sensibilisation, de vulgarisation du code de la route pour que la formation continue dans le secteur soit une réalité. Il nous faut aussi trouver un mécanisme dédié qui va faire de la politique de sécurité routière son cœur de métier, son domaine exclusif de compétence", déclare Me Youm.

Le ministre annonce qu'il va soumettre, très rapidement, son rapport au chef de l'Etat pour examiner les pistes qui permettront, à moyen et long terme, de faire face à cette "hécatombe" que le pays est en train de vivre. "Nous lançons aussi un appel aux acteurs du secteur que sont les chauffeurs, à plus de prudence, de responsabilité et de lucidité. Il y aura aussi la mise en place de brigades mixtes qui vont permettre de faire



les contrôles, de manière permanente, sur les routes. Je vais demander à mes collègues ministres de l'Intérieur et des Forces armées, très rapidement, une séance de travail pour pouvoir dégager le plus vite possible les pistes. De notre côté, des instructions ont été prises pour que les brigades mixtes prennent le dessus sur la route, ce qui me paraît être urgent", a promis Oumar Youm.

L'OBTENTION DU PERMIS VA ÊTRE CORSÉE

Egalement, des réformes importantes, dit-il, en matière de contrôle technique sont engagées, en matière de formation et pour renforcer le dispositif des examens de l'obtention du permis de conduire. "Toutes choses qui font qu'aujourd'hui, nous devons être amenés au renouvellement du parc routier du pays, avec un développement de plus de 1 262 km de routes, pas moins de 189 km d'autoroutes. Nous devons avoir des résultats beaucoup plus performants que ces accidents mortels qui coûtent la vie à cette partie de la population dont nous avons le plus besoin, qu'est la population active", a dit Me Youm. Pour qui, des mesures vont être prises.

Déjà, dans l'immédiat, poursuit-il, ils vont renforcer le dispositif de délivrance et d'obtention du permis de conduire. Il estime que les permis de conduire ne devront pas être donnés à n'importe qui. "Cela ne doit pas être un permis de mort. Les dispositions seront prises pour que ce mécanisme d'obtention, en amont comme en aval, soit régulé avec une très forte attention. Cela veut

dire une implication et une responsabilisation des formateurs, notamment avec les auto-écoles, mais aussi une révision du passage au code. Je pense qu'en un mois, pour avoir un code, cela me paraît très insuffisant. Il va valoir revoir la période pour l'obtention du permis de conduire", a renchéri le ministre.

UN ATELIER NATIONAL SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, EN JUILLET

Me Oumar Youm promet de faire un audit des auto-écoles pour voir dans quelles conditions la formation est effectuée. Il sera aussi question de voir le curricula au niveau de ces auto-écoles et, éventuellement, apporter des solutions et des réponses.

En mi-juillet, il annonce le lancement d'un atelier national sur la question de la sécurité routière et sur les aspects de la sécurité et de la professionnalisation du secteur. Il s'agira de réfléchir sur les questions qui interpellent le secteur, ses crises et ses besoins, les attentes ainsi que les dispositions que le gouvernement entend prendre pour renforcer la modernisation, le processus de professionnalisation, la simplification des procédures à travers la numérisation.

Tous les agents du secteur seront impliqués. Selon lui, sous peu, les cartes grises seront numérisées. Les tests dans ce sens ont été effectués. Dans moins de deux mois, une procédure pour enrôler le maximum sera lancée. Dans la foulée, un appel pour le renouvellement des permis a été lancé, pour éviter les ruschs de dernière minute.

Gawlo.net (avec Enquête

SITUATION SÉCURITAIRE EN AVRIL :

3698 personnes interpellées par la Police

La Direction de la Sécurité Publique a dressé son bilan au titre du mois d'avril 2019. 455 accidents dont 10 morts, 3698 personnes interpellées dont 38 étrangers, 14 bandes d'individus démantelés, etc.

Le bilan a été rendu public hier par le Bureau des relations publiques de la police. En effet, informe le communiqué du commissaire Tabara Ndiaye et ses services, quatre cent cinquante-cinq (455) accidents ont été constatés durant le mois passé dont deux cent vingt-neuf (229) matériels, deux cent seize (216) corporels et dix (10) mortels). « Onze mille quatre-vingt-dix (11.090) pièces afférentes à la conduite de véhicules ont été saisies et deux mille deux cent trente-trois (2233) mis en fourrière dont six cent quatre-vingt-cinq (685) véhicules, mille cinq cent quarante-trois (1543) engins deux roues et cinq (05) calèches ; Trois mille six cent quatre-vingt-dix-huit (3.698) personnes dont 38 étrangers ont été interpellées pour diverses infractions ; Mille cinquante (1050) parmi ces interpellés ont été déférés au parquet dont mille vingt-six (1026) nationaux et vingt-quatre (24) étrangers », souligne le communiqué. En ce qui concerne le Commissariat du Tourisme, la police informe que des patrouilles ont sillonné trois (03) fois par semaine les lieux de fréquentation touristiques suivants : Soubédioune, le marché Sandaga, le monument de la Renaissance, Yoff, Ouakam et certains endroits des Almadies et le Lac Rose.



Pour le reste, 280 individus ont été interpellés pour infractions aux stupéfiants. En ce qui concerne le contrôle des établissements d'hébergement touristiques, la direction de la sécurité publique rapporte que des contrôles réguliers des résidences meublées et auberges sont effectués au niveau des Almadies, de Nord et Ouest Foire, des Parcelles-Assainies, de Cambéréne, de Sacré Cœur, de la VDN, de Grand-Yoff et de Petit Mbaou. Aucune demande d'intervention concernant un touriste n'a été, à en croire le BRP, enregistrée par le service. Dans le cadre de la lutte contre les atteintes aux droits de la Propriété intellectuelle, la BNLPC confie avoir effectué plusieurs patrouilles à travers la capitale et sa banlieue durant cette période. Ainsi, quatorze (14) bandes d'individus dangereux ont été démantelées et quarante-sept (47) malfaiteurs mis hors d'état de nuire. « Aussi, ces actions majeures ont permis l'interpellation de deux cent quatre-vingt (280) individus pour infractions aux stupéfiants notamment : Drogue dure : deux (02) pour trafic, Haschich, huit (08) parts d'héroïne, Cocaïne huit (08) pierres, Chanvre indien : deux cent six (206) pour usage dont trois (03) étrangers, soixante et onze (71) pour trafic dont onze (11) étrangers et un (01) pour culture », informe en conclusion le communiqué du Bureau de relations publiques de la Police.

Gawlo.net (avec Le Témoin)

OUMAR BOUN KHATAB SYLLA, DG DU PTB :
«Le train sera l'alternative face à la recrudescence des accidents de la circulation»



Les statistiques sont alarmantes et font peur. Le Sénégal a enregistré, le week-end dernier, plusieurs cas d'accident de la circulation, les uns plus mortels que les autres. En moyenne, une dizaine de personnes y ont laissé leur vie.

En effet, face à ce phénomène qui a fini de causer une psychose du côté des voyageurs, le ministère des Transports terrestres est monté au créneau pour annoncer une kyrielle de mesures à même d'amoinrir l'ampleur des dégâts. Interrogé sur la question, en marge d'une conférence religieuse des femmes de son mouvement «Valeurs», Oumar Boun Khatab Sylla, Directeur du Petit Train de banlieue (Ptb), a proposé le train comme alternatif. Il argumente : «Nos routes tuent. Et nous avons tous relevé ces temps-ci, qu'il y a une recrudescence des accidents. Une diagnostics de ce secteur et du comportement des chauffeurs et des usagers de la route s'impose, mais également le retour du train. Il n'y a aucun pays développé au monde où le train n'occupe pas une place principale dans le transport de masse. Jamais un pays ne s'est développé sans le train. Il faut un transport de masse pour les personnes. C'est une obligation de service public et cela assure une meilleure mobilité des personnes et permet de faire de nouvelles découvertes. (...) Le chemin de fer a un rôle à jouer dans la gestion du pétrole et du gaz. Le chef de l'État a compris cela et c'est pour cela qu'il a commencé la mobilité urbaine avec le Train express régional (Ter). Maintenant, il faut prôner la relance du chemin de fer. Des experts sont en train de se réunir pour voir comment relancer les chemins de fer et bientôt, ce sera une réalité. Sous très peu, les autorités étatiques vont relancer le chemin de fer avec la deuxième phase du Plan Sénégal émergent (Pse)», a fait savoir Oumar Boun Khatab Sylla. Le Dg du Ptb s'est aussi prononcé sur le dialogue national. «La particularité du Sénégal est que, c'est un pays de dialogue. C'est de la discussion que jaillit la lumière. Nous sommes des gens doués de raison et quelle que soit la situation dans laquelle le pays se retrouve, nous devons avoir l'intelligence de nous asseoir et discuter objectivement pour trouver la meilleure issue pour notre pays. Vraiment, le dialogue s'impose pour la paix sociale», dit-il.

Gawlo.net (avec L'Obs)

TRAFIC INTERNATIONAL DE VOITURE DE LUXE :

Le Sénégal nouveau hub du trafic de voitures (volées en Europe et en Amérique)... Comment les trafiquants évitent le système de la Dic



Le Sénégal est-il devenu le hub du trafic de voitures volées ? C'est à cette question que des membres de Enact, un projet qui vise à renforcer la lutte contre le crime organisé transnational en Afrique, ont essayé de répondre dans un document rendu public en début de mois et dont une copie est parvenue à «Les Échos». Dans le document, les enquêteurs de Enact estiment que les autorités sénégalaises ont redoublé d'efforts, mais, regrettent-ils, les trafiquants de voitures semblent avoir une longueur d'avance.

À la fin de 2018, Interpol a publié son rapport analytique sur l'état de la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest, dans le cadre de ses travaux sur le projet Enact. Selon le rapport, l'Afrique de l'Ouest «représente la principale plaque tournante des véhicules volés exportés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord». Une plaque dont le centre névralgique est la capitale du Sénégal. En effet Dakar a été marquée par les enquêteurs d'Interpol comme l'un des ports les plus exploités par des groupes criminels opérant sur ce marché en Afrique de l'Ouest. Une position malheureuse de la capitale sénégalaise que les autorités en charge de la sécurité intérieure du pays regrettent. Selon la Division des investigations criminelles (Dic), le trafic de voitures est devenu une activité de plus en plus importante depuis 2016.

PLUS DE 100 VÉHICULES HAUT DE GAMME VOLÉS AUX USA, UN RESSORTISSANT GUINÉEN EN EST LE CERVEAU

En septembre 2016, le Federal Bureau of Investigations (Fbi) des États-Unis a mené des enquêtes au Sénégal pour retrouver les membres d'un réseau criminel soupçonné de faire circuler des véhicules de luxe à Dakar. Selon les informations de Enact, il s'agit d'un réseau dirigé par un ressortissant guinéen et qui aurait volé plus de 100 véhicules haut de gamme aux États-Unis, dont la majorité aurait été expédiée au Sénégal. Cet incident a été suivi de nouvelles arrestations de ressortissants sénégalais basés à la fois au Sénégal et en France. L'arrestation d'un trafiquant sénégalais notoire à Dakar, en 2016, a conduit les forces de l'ordre à un parking souterrain, où huit véhicules de luxe étaient dissimulés.

LES RANGE ROVER ET LES BMW X6, LES PRÉFÉRÉES DES TRAFIQUANTS

Les Range Rover et les Bmw X6 semblent être les véhicules de luxe préférés des trafiquants. En tout cas, selon le document, ces deux marques sont les plus fréquentes parmi les voitures volées et envoyées au Sénégal. La plupart d'entre ces voitures viennent d'Europe, notamment de France et, dans une moindre mesure, d'Amérique du Nord. Selon Enact, le choix de la route France-Sénégal par les trafiquants s'explique par les relations de longue date entre les deux pays. En tant qu'ancienne puissance coloniale, la France a été une destination principale pour les migrants sénégalais, qui étaient estimés à plus de 300.000 en 2015. Aussi, la France est également relativement proche du Sénégal d'un point de vue géographique.

Selon un responsable des douanes sénégalaises, le trafic international de véhicules prend différentes formes. Les plus courantes sont les escroqueries d'assurance. Cette méthode, dit-il, implique les propriétaires de véhicules de luxe en France, par exemple, organisant le vol d'un véhicule qui a été secrètement vendu à un trafiquant. De cette manière, le propriétaire souhaite être remboursé par l'assureur. La seconde forme de trafic implique le vol de véhicules en Europe et aux États-Unis. Alors que la troisième forme implique la location de voitures auprès d'agences en Europe, puis leur expédition ou leur transport vers le Sénégal via l'Espagne et la Mauritanie.

L'AFRIQUE DE L'OUEST PRINCIPALE PLAQUE TOURNANTE DES VÉHICULES VOLÉS

Les voitures de luxe sont souvent équipées de traceur, ce qui permet de localiser les véhicules en cas de vol. Une source proche d'un réseau de trafiquants a déclaré à Enact que des trafiquants utilisent des machines polonaises, dont le coût est estimé à environ 60.000 €, pour détruire les traceurs. Une fois que les voitures volées ont atteint le Sénégal, elles sont soumises à des contrôles et procédures de routine. Dans le passé, les criminels obtenaient une plaque d'immatriculation - ou parfois même une volée - avec une relative facilité, car il n'existait aucune

procédure de vérification sur les lieux permettant de vérifier si la voiture avait été volée ou non. Ainsi, avec l'attention internationale croissante, les efforts visant à renforcer les systèmes de vérification ont été intensifiés au Sénégal. Désormais, toutes les voitures entrant dans le pays - que ce soit par le port ou par la terre - doivent d'abord passer le dédouanement. Le propriétaire doit se rendre à la Dic, où les véhicules sont comparés à une base de données Interpol. S'il s'avère qu'un véhicule a été volé, il est immédiatement confisqué par la police. Mais si le véhicule a été acquis légalement, le Dic délivre un certificat au propriétaire. Le certificat est soumis au service de la circulation, qui fournit ensuite à la voiture une plaque d'immatriculation.

LES LIMITES DU SYSTEME

Le nouveau processus de vérification présente toutefois de nombreux défauts, car il encourage les trafiquants à vendre leurs voitures immédiatement après le dédouanement au port. Cela nuit aux personnes qui achètent involontairement des véhicules volés à bon prix dans le port de Dakar. Dans de nombreux cas, les victimes de ce type d'escroquerie se retrouvent en prison ou sont forcées de subir de longues procédures pénales.

DAKAR EN PASSE DE PASSER DE HUB À ZONE DE TRANSIT

Pour contourner les nouvelles stratégies mises en place par le gouvernement sénégalais et Interpol, les réseaux criminels ont changé de cap. Le nombre de voitures volées envoyées directement à Dakar a considérablement diminué. Dakar semble être de plus en plus utilisé comme une zone de transit pour les véhicules volés en direction de la Gambie, du Mali et de la Guinée-Bissau, où le commerce semble lié à des trafiquants de drogue. Selon un responsable des douanes sénégalaises, les voitures qui transitent par Dakar sont protégées par le droit international de la circulation et ne sont donc soumises à aucun contrôle de la part d'Interpol ou des douanes. Dans les pays de destination, les véhicules ne sont soumis à aucun contrôle avant de recevoir une plaque d'immatriculation. Dans une certaine mesure, cela donne aux trafiquants la garantie qu'ils pourront vendre leurs voitures et blanchir de l'argent au Sénégal, selon le responsable.

Le trafic international de véhicules volés est une illustration du côté sombre de la mondialisation. Le Sénégal paie le prix fort à cause de sa position géostratégique et son accessibilité via son port. Pour contenir ce marché illicite en pleine croissance, Enact indique que le gouvernement sénégalais doit non seulement renforcer la surveillance au port et aux frontières, mais également renforcer la coopération avec les pays voisins et les pays d'origine des voitures volées.

Gawlo.net (avec Les Echos)



PASTEF/LES PATRIOTES RÉCLAME UNE LARGE CONCERTATION NATIONALE CONTRE LA RECRUDESCENCE DE LA VIOLENCE

Cette sortie de Pastef/les patriotes vient s'ajouter à la série d'indignation suscitée par les cas récurrents de violence et d'actes macabres. Dans un communiqué, la formation dirigée par Ousmane Sonko «propose, afin d'éradiquer ce fléau, une large concertation nationale de toutes les composantes (religieuses, autorités coutumières, politiques, acteurs socio-culturels, presse, société civile, experts...) pour trouver des solutions pérennes et consensuelles». Car, «ôter la vie d'un être humain n'est que l'expression ultime d'une hiérarchie de violences exercées quotidiennement et qui restent souvent impunies».

«Dans un pays qui aspire au développement la sécurité doit toujours être une compétence partagée entre l'Etat, les collectivités territoriales et la population. Apporter une réponse concrète à la demande sociale de sécurité représente dès lors une priorité», lit-on dans le communiqué. Ainsi, «Pastef-les patriotes

condamne, avec la plus grande fermeté, la recrudescence de la violence et réclame plus de sécurité pour la population».

Pour ce faire, les patriotes appellent à une application rigoureuse de la loi, «particulièrement pour toute forme de violence basée sur le genre, à la sensibilisation, en élevant chaque petit garçon dans le respect de chaque petite fille, à plus de célérité dans le traitement des dossiers judiciaires, à un accompagnement psychologique approprié pour les victimes et leurs familles, à l'instauration du juge des libertés et de la détention dans l'architecture judiciaire, qui a pour mission de statuer sur les remises de peines souvent accordées aux condamnés ne remplissant pas les conditions ou aux récidivistes, à la mise en place d'un système national de signalement et de dénonciation des comportements suspects des prédateurs».

Gawlo.net (avec SourceA)

TAMBA, LE MEURTRE DE TROP

Adha déplore les séries de meurtres, d'agressions sexuelles et d'enlèvements



La recrudescence de cas d'agressions, d'enlèvements et de meurtres au Sénégal inquiète au plus haut point "Action pour les Droits Humains et l'Amitié" (Adha).

Depuis le début de l'année 2019, il ne se passe plus un jour, où la presse ne relate des cas de meurtres ou

d'agressions sexuelles ou encore d'enlèvements suspects. "Adha" exprime, ainsi, sa vive préoccupation et son indignation, face à cette situation que traverse le Sénégal. Restons avec "Action pour les Droits Humains et l'Amitié" (Adha)". C'est pour vous dire qu'elle ne se limite pas seulement à lancer un

cri de cœur. Loin s'en faut ! En effet, dans un communiqué transmis à la Rédaction de "SourceA", les camarades du président Adama Mbengue recommandent à l'autorité judiciaire "d'ouvrir une grande enquête" et de "tout mettre en œuvre, pour que les auteurs de ces actes odieux soient, sévèrement, sanctionnés". Selon eux, l'heure est venue à l'État de prendre toutes ses responsabilités, en mettant notamment en place "une stratégie rigoureuse et efficace, afin de contrer cette violence intolérable, qui l'honore pas le Sénégal, pays de Téranga et de paix". Pour rappel, en début février, un petit-fils de Serigne Fallou Mbacké a été perdu de vue, à Touba. Une petite-fille de Mame Abdou Aziz Sy Dabakh a vécu le même sort, il y a quelques jours à Tivaoune. Mais elle a été retrouvée, dimanche dernier, saine et sauve, au marché de Pikine.

gawlo.net (avec sourceaA)



RECRUESCENCE DES MEURTRES AU SÉNÉGAL, INCENDIES RÉCURRENTS DANS LES MARCHES :

Aly Ngouille Ndiaye rassure les Sénégalais

Suite à la recrudescence des viols et meurtres au Sénégal, le ministre de l'Intérieur, Aly Ngouille Ndiaye, a tenu à rassurer la population, lors de la visite de son homologue français Christophe Castaner, à Dakar, ce mardi 21 mai 2019. « Pour ces cas de viols et de meurtres, ce que l'Etat fera, c'est renforcer les moyens d'intervention. Et tout le monde sait que depuis l'arrivée du président de la République Macky Sall en 2012, des efforts ont été consentis en ce qui concerne les moyens d'interventions de la police, que ce soit en ressources humaines ou en termes de moyens matériels. Et ça continuera ! », Souligne t-il.

Le ministre s'est également prononcé sur les difficultés des sapeurs-pompiers face aux incendies récurrents sur les marchés et ailleurs. «Le ministre de l'Intérieur français et moi, nous avons fait un tour ce matin chez les sapeurs-pompiers. Et je tenais vraiment à le remercier. Car, il nous a dotés d'une échelle capable d'éteindre le feu même au 8e étage d'un immeuble, et une nouvelle ambulance. »

Gawlo.net (Avec Le Témoin)

MACKY SALL AU SALON VIVATECH DE PARIS :

« L'AFRIQUE DISPOSE D'ATOUTS POUR LE NUMÉRIQUE »



Le président de la République était hier l'invité du forum «Afric@tech» avec son homologue rwandais Paul Kagamé, à l'ouverture du salon Viva Technologie qui se tient jusqu'au 18 mai à Paris, Porte de Versailles. Macky Sall a souligné devant les participants que l'Afrique n'exporte pas que des sportifs. Selon lui, le continent a de grands savants.

Paul Kagame et Macky Sall ont visité ce vendredi le salon Viva Technology, à Paris. Les deux pays, aux trajectoires différentes dans ce secteur, y ont défendu leur stratégie digitale respective.

En visite express à Paris, le président rwandais Paul Kagame participait, pour la deuxième année consécutive, au salon Viva Technology, dédié aux innovations et aux start-up. Il y a retrouvé cette année son homologue et « frère » sénégalais Macky Sall, lui-même en visite dans la capitale, où il a participé mercredi à la signature de l'Appel de Christchurch contre la diffusion des contenus terroristes en ligne. Les deux chefs d'État ont participé à un panel animé par le président du conseil de surveillance de Publicis Groupe, Maurice Lévy, proche de Paul Kagame.

Hub numérique

Les deux chefs d'État étaient conviés, vendredi 17 mai, à échanger sur l'impact de la technologie sur les économies africaines. Et ce, alors que le Rwanda a une longueur d'avance sur le Sénégal en termes de développement numérique. Souvent présenté comme l'un des principaux hubs digitaux du continent, le Rwanda, qui s'est hissé au 29^e rang du dernier classement Doing Business de la Banque mondiale – soit le 2^e pays du continent derrière Maurice –, souhaite faire de Kigali une terre d'expérimentation pour les entreprises de la tech.

Preuve de la bonne santé de l'environnement numérique au Rwanda, les start-up de ce pays de 12 millions d'habitants ont réussi à lever 19 millions de dollars en 2018 – soit 8 millions de plus que l'Éthiopie. «Ce chiffre est le résultat de notre investissement dans les technologies. Aujourd'hui, il est simple de créer une entreprise au Rwanda. L'expansion de la fibre optique à travers le pays et la présence de structures comme KLab (un incubateur de start-up) facilitent la création d'un environnement favorable», explique Soraya Hakuziyaremye, la ministre rwandaise du Commerce et de l'Industrie, présente dans la délégation du président Kagame à Paris.

L'Afrique a raté la révolution industrielle, elle ne va pas rater la révolution numérique

Macky Sall, quant à lui, voit le digital comme un outil indispensable pour accéder à l'émergence. « L'Afrique a raté la révolution industrielle, elle ne va pas rater la révolution numérique », a prévenu le chef de l'État sénégalais. Ce dernier se donne comme objectif de voir le secteur peser 10% du PIB, en favorisant la création d'emplois et les gains de productivité. Cité du savoir de Diamniadio, supercalculateur livré en juillet prochain, mise en place d'un mécanisme de financement de l'entrepreneuriat, investissements dans les infrastructures de fibre optique, accent mis sur l'éducation scientifique et informatique...

Macky Sall a présenté plusieurs mesures témoignant de sa « volonté politique » de voir son pays bondir vers une société moderne, changeant la perception du continent dans le monde : « L'Afrique n'exporte pas que de grands joueurs ou de grands musiciens, mais aussi des grands cerveaux et des ingénieurs », a-t-il voulu rappeler.

Nous avons beaucoup de gens talentueux qui servent le reste du monde. Si nous développons le bon environnement, ils serviront aussi l'Afrique

Le président rwandais, de son côté, a insisté sur la nécessité d'investir en parallèle dans la formation pour exploiter pleinement le potentiel des start-up africaines. «L'Afrique a beaucoup de gens talentueux mais ils servent le reste du monde. Si nous développons le bon environnement, ils serviront aussi l'Afrique», a-t-il affirmé lors du panel, citant l'exemple de l'Université américaine Carnegie, qui a lancé son antenne africaine, basée à Kigali, au printemps 2015.

Le méga-projet Kigali Innovation City, nouveau quartier dédié aux nouvelles technologies, censé regrouper à terme d'autres écoles et universités, des laboratoires et des entreprises, est toujours en cours d'élaboration. Selon la ministre rwandaise du Commerce, le Rwanda espère lever près de 100 millions de dollars cette année pour ce projet.

L'enjeu du financement

Après leur intervention, les deux présidents ont entamé une visite conjointe de l'espace Africatech, dédié aux start-up africaines. Quelques 160 jeunes pousses issues du Maroc, d'Algérie, de RDC ou encore de Maurice y exposaient leurs innovations et partageaient l'espace avec l'un des poids lourds du numérique : Jumia, une plateforme de e-commerce récemment introduite en bourse à New-York. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui a élu l'ancienne ministre rwandaise Louise Mushikiwabo à sa tête en octobre 2018, y comptait pour la première fois son pavillon

Le salon est une opportunité pour les jeunes entreprises d'attirer l'attention des investisseurs internationaux et des géants du numérique. «L'enjeu, aujourd'hui, en termes d'investissement, est de faire en sorte que les entrepreneurs et les compagnies déjà existantes puissent avoir accès à des financements moins coûteux, ce qui est un challenge, surtout au regard des taux que le système bancaire applique à l'échelle de l'Afrique. Il faut s'ouvrir à différentes sortes de financements, comme les levées de fonds privées, et mettre en place les régulations nécessaires pour créer un environnement sain pour les investisseurs», a expliqué Soraya Hakuziyaremye.

SUITE A LA PAGE 17



L'Afrique se développera par le numérique, qui est le socle de l'émergence de nos pays

La délégation de Macky Sall était composée notamment de la ministre de l'Économie numérique et des télécommunications, Ndeye Tické Ndiaye Diop, du ministre des Affaires étrangères, Amadou Ba, et de l'ambassadeur français à Dakar, Christophe Bigot. Le président sénégalais s'est également entretenu avec le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire. Avec vingt-cinq start-up présentes et un pavillon national au sein du salon, le Sénégal a souhaité montrer qu'il avait lui aussi sa place dans le domaine du numérique.

Un moyen de s'aligner sur son « frère » rwandais, dont il a reconnu le leadership dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. « Le Rwanda est un exemple pour le Sénégal » dans le domaine du digital, a également concédé la ministre sénégalaise de l'Économie numérique. « Notre pays n'est pas en reste », a-t-elle immédiatement poursuivi : « Nous n'avons pas le choix. L'Afrique se développera par le numérique, qui est le socle de l'émergence de nos pays. »

Internet trop cher

Pour soutenir ses start-up, le Sénégal s'est ainsi doté d'un fonds dédié aux jeunes et aux femmes, dépendant directement de la présidence. Papa Amadou Sarr est à la tête du dispositif : « Nous avons un fonds de plus de 30 milliards de francs CFA (50 millions d'euros) par an pour pousser les entrepreneurs, via des ressources financières, un accompagnement technique et des formations. Pour le cas concret du numérique, nous avons mis en place un fonds de 15 milliards de FCFA (environ 25 millions d'euros) » pour soutenir le lancement des start-up, détaille-t-il.

Macky Sall a toutefois reconnu un obstacle à la croissance impulsée par le digital : le coût de la connexion Internet. « Internet reste très cher en Afrique », a rappelé le chef de l'État sénégalais, pour qui un accès généralisé à la connexion reste un défi sur le continent.

La visite en France de Macky Sall, qui doit s'achever samedi, s'est poursuivie par une rencontre avec Valérie Pécresse, la présidente de la région Île-de-France. Le président Paul Kagame, qui a ensuite rendu visite à la secrétaire générale de la Francophonie, son ancienne ministre des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, dans les locaux de l'OIF, quittera Paris le même jour.

Avec Jeune AfriqueAprès leur intervention, les deux présidents ont entamé une visite conjointe de l'espace Africatech, dédié aux start-up africaines. Quelques 160 jeunes pousses issues du Maroc, d'Algérie, de RDC ou encore de Maurice y exposaient leurs innovations et partageaient l'espace avec l'un des poids lourds du numérique : Jumia, une plateforme de e-commerce récemment introduite en bourse à New-York. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui a élu l'ancienne ministre rwandaise Louise Mushikiwabo à sa tête en octobre 2018, y comptait pour la première fois son pavillon

Le salon est une opportunité pour les jeunes entreprises d'attirer

l'attention des investisseurs internationaux et des géants du numérique. « L'enjeu, aujourd'hui, en termes d'investissement, est de faire en sorte que les entrepreneurs et les compagnies déjà existantes puissent avoir accès à des financements moins coûteux, ce qui est un challenge, surtout au regard des taux que le système bancaire applique à l'échelle de l'Afrique. Il faut s'ouvrir à différentes sortes de financements, comme les levées de fonds privées, et mettre en place les régulations nécessaires pour créer un environnement sain pour les investisseurs », a expliqué Soraya Hakuziyaremye.

L'Afrique se développera par le numérique, qui est le socle de l'émergence de nos pays

La délégation de Macky Sall était composée notamment de la ministre de l'Économie numérique et des télécommunications, Ndeye Tické Ndiaye Diop, du ministre des Affaires étrangères, Amadou Ba, et de l'ambassadeur français à Dakar, Christophe Bigot. Le président sénégalais s'est également entretenu avec le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire. Avec vingt-cinq start-up présentes et un pavillon national au sein du salon, le Sénégal a souhaité montrer qu'il avait lui aussi sa place dans le domaine du numérique.

Un moyen de s'aligner sur son « frère » rwandais, dont il a reconnu le leadership dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. « Le Rwanda est un exemple pour le Sénégal » dans le domaine du digital, a également concédé la ministre sénégalaise de l'Économie numérique. « Notre pays n'est pas en reste », a-t-elle immédiatement poursuivi : « Nous n'avons pas le choix. L'Afrique se développera par le numérique, qui est le socle de l'émergence de nos pays. »

Internet trop cher

Pour soutenir ses start-up, le Sénégal s'est ainsi doté d'un fonds dédié aux jeunes et aux femmes, dépendant directement de la présidence. Papa Amadou Sarr est à la tête du dispositif : « Nous avons un fonds de plus de 30 milliards de francs CFA (50 millions d'euros) par an pour pousser les entrepreneurs, via des ressources financières, un accompagnement technique et des formations. Pour le cas concret du numérique, nous avons mis en place un fonds de 15 milliards de FCFA (environ 25 millions d'euros) » pour soutenir le lancement des start-up, détaille-t-il.

Macky Sall a toutefois reconnu un obstacle à la croissance impulsée par le digital : le coût de la connexion Internet. « Internet reste très cher en Afrique », a rappelé le chef de l'État sénégalais, pour qui un accès généralisé à la connexion reste un défi sur le continent.

La visite en France de Macky Sall, qui doit s'achever samedi, s'est poursuivie par une rencontre avec Valérie Pécresse, la présidente de la région Île-de-France. Le président Paul Kagame, qui a ensuite rendu visite à la secrétaire générale de la Francophonie, son ancienne ministre des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, dans les locaux de l'OIF, quittera Paris le même jour.

Avec Jeune Afrique

Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication



Aujourd'hui, plus de 80% des migrations africaines sont internes au continent africain et concerne près de 19 millions de personnes, dont 6,7 millions en Afrique de l'Ouest et 3,5 millions en Afrique centrale. Les femmes représentent 47,1% et les jeunes entre 15 et 24 ans 16% des migrants.

Malheureusement, les capacités des médias à couvrir la migration sont relativement faibles, le contenu des médias fournit souvent une description inexacte des facteurs migratoires, couvre rarement des histoires de migrants ou met l'accent sur les risques migratoires, ce qui donne souvent une fausse image des migrants.

Dans ce contexte, l'UNESCO lance un nouveau projet « Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication », soutenu par le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale. Le projet vise à autonomiser la population d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, en particulier les jeunes et les femmes, en renforçant la capacité des médias à produire une couverture informée, vérifiée et équilibrée des thèmes liés aux migrations, ainsi qu'à renforcer la sécurité des journalistes.

Le lundi 13 mai 2019, la cérémonie de lancement officiel du projet a eu lieu au Siège de l'UNESCO à Paris. La réunion d'information a été présidée par M. Moez Chakchouk, Sous-Directeur général pour la communication et l'information, Mme Emanuela Del Re, Vice-ministre des Affaires étrangères de l'Italie, et M. Firmin Edouard Matoko, Sous-Directeur général pour la priorité Afrique et les relations extérieures. Des représentants de l'UNESCO et des Délégations permanentes du Groupe régional africain étaient présents, ainsi que les principales parties prenantes d'Afrique occidentale et centrale.

Dans son discours d'ouverture, M. Moez Chakchouk a souligné que « Être bien informé, c'est être un citoyen éclairé, critique, capable de prendre part de façon active à la vie de sa communauté et de son pays. C'est pour cela que les médias publics, privés, et surtout communautaires, doivent être renforcés pour promouvoir une meilleure compréhension de la migration ».

Au cours de son allocution, la Vice-Ministre italienne des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Mme Emanuela Del Re,

a déclaré que « l'information joue un rôle crucial dans la thématique migratoire en Afrique ». Pour Mme Del Re, « le projet répond à la nécessité d'informer correctement cette jeunesse afin que la décision de migrer soit le résultat d'un choix libre et responsable ».

« Le projet que nous lançons aujourd'hui s'inscrit dans la continuité de l'action de l'UNESCO au bénéfice de l'Afrique en général, et, plus spécifiquement, de l'autonomisation des jeunes à travers les médias pour une migration sûre », a déclaré M. Firmin Edouard Matoko.

Ce projet impliquera huit pays : le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Conakry, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Sénégal. Le projet contribuera par ailleurs à la mise en œuvre de la Stratégie de l'UNESCO pour le Sahel : l'égalité des genres, le développement des médias et la Priorité Afrique. Des jeunes femmes issues du monde des médias et de la communication des pays cibles seront impliquées, et une attention particulière sera portée à la production de contenus éditoriaux sur des jeunes femmes migrantes, qui font partie des groupes les plus vulnérables des populations migrantes.

Suivant l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le projet est en cohérence avec le Cadre de politique migratoire pour l'Afrique qui préconise entre autres actions stratégiques, l'accès à des informations précises sur la migration de main-d'œuvre, avant le départ et après l'arrivée, y compris les conditions d'emploi, les recours et l'accès aux conseils juridiques en cas de violation [des droits humains].

Le projet répond à l'ODD 16.10 qui vise à garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux.

Enfin, cette initiative contribue à la réalisation de plusieurs objectifs du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, notamment éliminer toutes les formes de discrimination et encourager un débat public fondé sur l'analyse des faits afin de faire évoluer la manière dont les migrations sont perçues ; fournir les informations exactes à toutes les étapes de la migration ; et donner aux migrants et aux sociétés des moyens en faveur de la pleine intégration et de la cohésion sociale.

Gawlo.net (avec Kritik)

ASO, VENT DEBOUT !

Par Mamadou Ndiaye

La fin du paradoxe au Burkina ? Le feu nourri des terroristes encagoulés n'a eu qu'un impact marginal sur le moral des populations. Le pays tout entier reste debout, plie mais ne rompt pas et s'attire des sympathies au-delà de ses frontières. Pour l'avoir compris, Ouagadougou tente de concilier l'impératif sécuritaire et la nécessité de l'expansion économique afin d'éviter le piège mortel de l'enfermement. Les défis liés à l'environnement (un arc de crise ceinturant les six pays qui l'entourent) révèlent le caractère acyclique du peuple burkinabè, résolu et déterminé, qui ne cède pas au découragement.

Les journées de promotion économique et commerciale en sont la preuve éclatante. Entamées au Bénin en 2015 et poursuivies en 2017 en Côte d'Ivoire, elles s'organisent à Dakar au mois de juillet prochain. Une rencontre d'informations a eu lieu la semaine dernière pour « vendre » aux opérateurs sénégalais (industriels et hommes d'affaires) le label et les atouts du Burkina, perçu comme une « terre d'opportunités ».

« Nous voulons prospecter le marché sénégalais et proposer le savoir-faire de notre pays », a dit Son Excellence Jacob Ouedraogo, ambassadeur du Burkina Faso à Dakar devant une belle brochette de chefs d'entreprises conviés à la rencontre. Vu de Dakar, le pays des Hommes intègres appartient au « monde périphérique ». Erreur de perception géographique assurément. Car, loin du vacarme assourdissant des zones côtières, le Faso, espace d'hinterland s'il en est, a su vanter le « slow life » pour séduire le monde.

Le cinéma, l'agriculture et l'artisanat sont les veines de son économie essentiellement basée sur les services dont les activités de production ont donné un coup de projecteur à ce pays de labeur. L'idée, dans l'air depuis longtemps, commence à se former lorsque les acteurs de l'économie se sont aperçus que le salut réside dans la qualité distinctive en préservant la richesse et l'identité, en un mot cet « art de vivre » bien propre au Burkina Faso.

La ténacité des organisations de base (paysans, artisans, commerçants) et l'enthousiasme des acteurs inspirent les pouvoirs publics qui se montrent attentifs à « ce printemps d'éclosion de talents et d'opportunités. » Très attendue, l'offensive commerciale se mue en diplomatie économique menée avec habileté et subtilité en combinant les atouts intérieurs et les forces de la diaspora.

Pragmatique, le Burkina privilégie ses liens de proximité pour bâtir une diplomatie réaliste de l'intégration régionale. En se rapprochant du Sénégal, Ouagadougou veut profiter de l'excellence technologique de Dakar et surtout de l'expertise du capital humain sénégalais connu et reconnu en Afrique. Proximité oblige, la diaspora burkinabè en Côte d'Ivoire est sans doute la plus importante en nombre et cela pèse dans des relations, commerciales, notamment. Les succès des étapes béninoises et ivoiriennes autorisent l'espoir de la prochaine manifestation économique prévue au Sénégal du 8 au 14 juillet rehaussée par la présence du Premier ministre.



Par une approche évolutive qui met l'accent sur l'amélioration permanente, le produit « made in Faso » est plébiscité. Mieux, il devient compétitif. A la grande satisfaction des consommateurs de la sous-région qui apprécie les avantages comparatifs : le coton, le beurre de karité, la viande, le poulet, la dinde et la pintade sont assez prisés au Sénégal.

La manifestation commerciale du Burkina à Dakar se prépare avec une certaine célérité : fiches descriptives des activités transmises à temps, informations, renseignements, données stratégiques forment l'ossature des rendez-vous centrés sur le B2B, la mise en relation, le contact suivi, les échanges et l'exploration des volets de sous-traitance.

Selon l'ambassadeur Ouédraogo, l'esprit de l'événement constitue une forte occasion de recréer du lien. Dans leur approche des négociations avec leurs partenaires, les Burkinabè mettent plus d'intensité que par le passé. Et cela produit des résultats. Lesquels ont permis d'abord de casser les préjugés sur la valeur résiduelle des produits finis, quoiqu'en disent les Cassandres. D'ailleurs le Burkina n'a jamais lâché l'artisanat. D'où son gain de notoriété fondée sur une nouvelle culture consistant à hybrider les compétences (jeunes et âgées). Cela les rend puissant pour cibler un marché et gagner des parts. Ils sont dans l'anticipation pour conjurer les retournements de cycle.

Ils ont connu l'embellie du coton avec des hausses de prix au producteur quand l'or blanc se vendait bien, notamment en Asie avec le boom du textile dans les années 90. L'inverse s'est produit une décennie plus tard : hausse des prix des intrants et baisse conséquente des volumes de production du coton consécutive à la réduction des surfaces emblavées.

Revenus de ces avatars conjoncturels, les Burkinabè maîtrisent mieux la chaîne des valeurs pour envisager un processus de transformation industrielle de l'or blanc. Parce que jusque là, les artisans répétaient ce qu'ils savaient déjà faire sans réelle valeur ajoutée.

*Au coup de mou de la conjoncture s'ajoute cet aveuglement sans nom d'un terrorisme sans visage.

Après quelques hésitations circonstanciées, le Burkina amorce désormais une diplomatie économique très pragmatique, basée sur une approche graduelle des marchés régionaux en phase avec la tradition burkinabè d'équilibre.

Sans s'emballer, le Faso accélère donc la foulée. Dans un marché traversé de turbulences, le pays impressionne par son dynamisme et la stabilité des performances des actifs. Pas de rupture de tendance malgré les violences et les tueries dans les églises. Une nouvelle offre de produits se précise. Tout le pays des Hommes intègres se mobilise pour regagner de la confiance et retrouver la stabilité en misant sur des opérations de croissance externe.

PROCHAINEMENT

Icône
MAY 2014
L'ambitieuse et fascinante Anouchka
Les péripéties de Fama Thioune
Yveline - Afrique - 2008
L'histoire de Bijoux Ngone et...

1000 FRs

LE GLAMOUR EST AUSSI DANS LA PRESSE

ANOUCHKA

BIJOUX NGONÉ

FAMA THIOUNE

POUR VOS INSERTIONS

33 827 33 31 / 77 503 00 10 / 77 299 49 60